AMBASSADE D'HAITI EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES & COMMERCIALES

Bulletin Economique & Commercial

 # 34-2026

Période couverte : 19 au 23 octobre 2026

Santo Domingo, le 23 octobre 2026

Rédigé par: *Djinah Thomas, Conseiller*

Bulletin no 34 -2026

Période couverte : 19 au 23 octobre 2026

Ce bulletin présente une vue d'ensemble des principales tendances économiques et commerciales en République Dominicaine à partir des sources fiables. Il vise à fournir des informations clés sur :

- Les données macroéconomiques ;
- Les investissements étrangers ;
- La croissance des secteurs clés ;
- Les initiatives institutionnelles.

Des analyses et des commentaires sont également proposés afin d'éclairer la prise de décision et identifier les opportunités de coopération et les risques potentiels. Ce bulletin constitue un outil d'information destiné aux acteurs économiques et aux responsables diplomatiques souhaitant mieux comprendre l'économie dominicaine et à prendre des décisions éclairées.

Résumé1- Un économiste suggère de rendre les importations de riz plus transparentes et d'accroître la productivité.

Enlisée dans une discussion qui a dépassé les intérêts politiques, la question du riz dans le DR-CAFTA accord signé en 2004 avec les États-Unis et l'Amérique centrale dont le volet douanier a pris fin le 1er janvier 2025 reste sans solution sur les droits à l'importation, et comme le précise Luis Manuel Piantini, l'accord n'autorise pas l'utilisation de licences pour les importations de céréales. C'est une menace directe pour la République Dominicaine qui produit 80% du riz qu'elle consomme, où les producteurs craignent d'importantes pertes avec l'entrée en franchise de droits du riz importé. Ce manque de compétitivité s'explique, selon l'économiste Victor Amparo, par des facteurs de productivité et une mécanisation mal orientés : produire une tonne coûte 344 dollars aux États-Unis contre 459 dollars en RD, soit 33% plus cher, alors que l'investissement par hectare est de 3 235 dollars aux USA contre 2 647 dollars en RD. Face à ce démantèlement tarifaire, le président de FENARROZ, Marcos Rodríguez, a précisé que la fédération ne soutient pas l'abrogation du décret 693-24 qui protégeait la production nationale, et exige des solutions du gouvernement tout en affirmant son soutien au président Luis Abinader et à la commission de négociation dans le processus de renégociation du traité.

https://listindiario.com/economia/industria/20261021/economista-sugiere-transparentar-importaciones-arroz-elevar-productividad_926902.html

Résumé 2- Les importations de la République Dominicaine s'élèvent à 24 654,1 millions de dollars américains de janvier à septembre 2026.

De janvier à septembre 2026, les importations dominicaines ont atteint 24 654,1 millions de dollars, en hausse de 9,1% par rapport à la même période de 2025 (22 599,8 M$, soit plus de 2 054,3 M$), selon la DGA. Cette croissance est largement tirée par les produits pétroliers, dont les achats bondissent de 29,8% et représentent désormais 23,6% du total, contre 76,39% pour les produits non pétroliers, dont les importations progressent plus modérément de 4,9% à 19 799,5 M$.

La structure des importations reste très concentrée. Par régime, 83,2% sont entrées en consommation (20 524,3 M$, plus de 9,8%), 16,36% via les zones franches et 0,39% via d'autres régimes. Par type de biens, 49% sont des biens de consommation (plus de 13,05%), 34,1% des matières premières (plus de 3,26%) et 16,8% des biens d'équipement (plus de 10,4%). Le commerce demeure également concentré géographiquement et logistiquement : 66,5% de la valeur se concentre dans 10 chapitres tarifaires combustibles (23,6%), véhicules (9,6%) et machines mécaniques (9%) en tête, 60% des importateurs sont domiciliés dans le District National, 92,5% des marchandises arrivent par voie maritime et 91,5% passent par cinq bureaux de douane, principalement Haina (38,6%) et Caucedo (37,5%).

https://eldinero.com.do/385464/importaciones-de-rd-ascienden-a-us24654-1-millones-en-enero-septiembre-de-2026/

Résumé 3- La hausse du dollar renchérit les achats en ligne et pèse sur le budget des Dominicains.

La hausse du dollar renchérit directement le pouvoir d'achat des Dominicains, explique Luis Eduardo Cabrera Marte, Professeur à l'UASD. Un produit à 100 $ qui coûtait 5 800 RD$ à 58 pour 1 $ passe à 6 100 RD$ à 61 pour 1 $, soit plus de 300 RD$ hors frais d'expédition. Dans une économie dépendante des importations de carburants, matières premières et véhicules, cette hausse augmente aussi les coûts de production et de transport. « Il n'y a pas de moyen plus direct de provoquer de l'inflation », affirme-t-il. Le coût final s'alourdit car les courriers comme Domex* et BMCargo* facturent en dollars par livre, auxquels s'ajoutent manutention et douanes, avec une exonération fiscale maintenue seulement pour les envois personnels 200 $ ou moins.

Cette pression touche aussi le marché locatif, où fixer les loyers en dollars est courant pour le luxe et le touristique. Selon l'avocat Francisco Polanco et le spécialiste Tirso Herrera, les propriétaires le font pour protéger leurs revenus contre la dépréciation du peso, une pratique concentrée à Piantini, Naco, Bella Vista dans le District National, ainsi qu'à Punta Cana, Cap Cana, Las Terrenas et Juan Dolio. Pour les locataires payés en pesos, la hausse du taux de change oblige à consacrer plus de ressources au logement, réduisant leur capacité d'épargne et le budget pour nourriture, transport, services et éducation.

** Domex et BMCargo sont des intermédiaires logistiques qui opèrent sous le régime de mensajeria expresa/courrier de la DGA, pas sous le régime général d'importation en consommation (83,2%) ni zones franches. Ils captent les achats personnels sur Amazon, Shein, Temu… que tu fais livrer à Miami et qui arrivent en RD par voie aérienne.*

https://eldia.com.do/alza-del-dolar-encarece-las-compras-por-internet-y-presiona-el-bolsillo-de-los-dominicanos/

Résumé 4- Le CES évaluera demain le pacte national proposé face aux pressions économiques.

À Santo Domingo, face à une situation économique tendue relative à la hausse des subventions aux carburants et à l'énergie, du coût de l'électricité et des transports qui pèsent sur le budget de l'État et les ménages, les secteurs économique et social ont proposé la conclusion d'un pacte national.

Le président du Conseil Économique et Social (CES), Rafael Toribio Domínguez, avait annoncé qu'il soumettrait cette proposition comme point libre à l'examen du Conseil plénier, composé de 45 membres répartis à parts égales entre entreprises, travail et société civile (15 chacun), afin de recueillir l'avis des trois secteurs et de trouver des réponses coordonnées.

Or, lors de sa dernière réunion, le sujet n'a finalement pas été abordé. Interrogé par EL DÍA le 22 octobre en cours, Toribio Domínguez a précisé : « Il n'a pas été abordé, nous avons traité ce qui était à l'ordre du jour. »

L'examen du pacte national, qui vise à concilier protection des consommateurs, la soutenabilité des finances publiques, reste donc en suspens.

https://eldia.com.do/ces-evaluara-manana-propuesta-de-pacto-nacional-ante-presion-economica/

Résumé 5- Les actifs de Banreservas atteignent 1,53 billion de RD$, avec des décaissements dépassant 376 milliards de RD$.

Pour son 85e anniversaire célébré à Santo Domingo par un gala dédié à la musique dominicaine avec Aysha Syed et l'Orchestre philharmonique, Banreservas, fondée le 24 octobre 1941, affiche une solidité record : à la fin du mois de septembre 2026, ses actifs atteignent 1,53 billion de RD$ (plus de 13,5% sur 12 mois), avec plus de 21 milliards de RD$ de bénéfices cumulés de janvier à septembre (plus de 17,6%), et 376 milliards (Mds) de RD$ décaissés entre août 2025 et septembre 2026 via 254 000 prêts.

Son PDG Leonardo Aguilera, qui a annoncé la distinction de Global Finance comme « banque la plus sûre de République Domicaine en 2026 » et des notations élevées de Moody's et Feller Rate, a mis en avant les foires Expo Pymes (7,2 Mds), Expohogar (11,247 Mds) et Expo Móvil (8,5 Mds), l'intégration de 235 000 personnes au système financier et des salons à New York, Lawrence et Madrid, tout en soulignant l'engagement culturel avec

le Centre culturel de Santiago et la Banreservas Arena, et en rendant hommage à 40 ans de service du collaborateur Junior Nain Rondón.

https://eldia.com.do/los-activos-de-banreservas-alcanzan-los-rd1-53-billones-con-desembolsos-superiores-a-rd376000-millones/

Résumé 6- Les prix du carburant compliquent la stratégie fiscale du gouvernement dominicain.

Les prix du carburant mettent la stratégie fiscale dominicaine sous pression, coincée entre recettes et subventions. Le conflit au Moyen-Orient a fait flamber les dérivés, notamment le diesel depuis mars, obligeant le gouvernement à relever les prix à la pompe malgré l'impact sur l'alimentation et le transport. Sur les neuf premiers mois, l'État a encaissé 78 623 M RD$ (1,28 milliard (Md) US$) de taxes sur les carburants dont 16% selon la valeur et 2 RD$/gallon mais a dû reverser 35 792,7 M RD$ (583 M US$) en subventions, laissant un excédent de 42 830 M RD$. Le budget prévoyait 12 Mds RD$ de subventions pour 100 Mds de recettes, soit un gain net de 88 Mds, mais le ministre Magín Díaz avertit que la subvention pourrait grimper à 50 Mds d'ici fin 2026 si le WTI reste au-dessus de 105 $, réduisant le gain à 54 Mds. Le président Abinader assure vouloir éviter de nouvelles hausses tout en envisageant de transférer une partie du coût aux consommateurs et de cibler les plus vulnérables.

Le choc déborde sur l'électricité. Sur les 95 Mds RD$ prévus pour subventionner le déficit des distributeurs EDE (distributeur d'électricité en RD), 88 Mds étaient déjà consommés en septembre, avec une projection à 118 Mds à fin décembre. S'y ajoutent 36 Mds RD$ pour le FETE, le Fonds de Stabilisation du Tarif Électrique destiné à geler les factures, alourdissant encore la facture fiscale liée à l'énergie.

https://eldinero.com.do/385839/los-combustibles-le-complican-la-jugada-fiscal-al-gobierno-dominicano/

Résumé 7- Les pertes d'électricité en République Dominicaine exercent une pression sur la compétitivité.

Les pertes d'électricité pèsent lourdement sur la compétitivité dominicaine : en 2025 elles ont atteint 39% de l'énergie disponible, contre plus de 17% en moyenne en Amérique latine, bien au-dessus de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), selon la BID, fragilisant la trésorerie et la solvabilité des distributeurs et limitant leur réinvestissement, avertit Tomás Bermúdez, directeur CID de la BID. Au-delà du secteur, cela menace un modèle basé sur près de 100 zones franches, 850 entreprises et 200 000 emplois directs avec plus de 8,5 Mds $ d'exportations en 2025, car les investisseurs exigent non seulement du renouvelable passé de 16% en 2021 à 25% en 2025 mais surtout un approvisionnement fiable, compétitif, avec réseaux adéquats, logistique et règles claires. La BID préconise de combiner modernisation des postes et lignes, compteurs

intelligents, maintenance prédictive, amélioration du recouvrement pour réduire pertes techniques et non-techniques, et renforcement de la gouvernance avec conseils professionnels, marchés transparents, contrats à la performance et régulation indépendante avec tarification progressive couvrant les coûts tout en protégeant les vulnérables. La transformation nécessiterait 0,60% du PIB annuel en infrastructures électriques pour la région, avec mobilisation de capitaux privés via PPP et financements mixtes visant plus de 1,1 Md $ de cofinancement en RD, et un cadre adapté pour le stockage par batteries afin de décaler la production et stabiliser le réseau.

https://eldinero.com.do/385867/perdidas-electricas-en-republica-dominicana-presionan-la-competitividad/